

Sucre : l'édifice napoléonien se lézarde

01/07/2019



L'Édito

Rien ne va plus sur le marché du sucre. Les cours sont au plus bas et semblent devoir y rester longtemps. Les usines ferment. Curieuse situation pour l'un des fleurons de l'agriculture française.

Le sucre est un produit mythique, à la base du nectar, la boisson des dieux grecs. Sa consommation, longtemps limitée à la seule production des abeilles, s'est brutalement développée en Amérique centrale et aux Antilles au prix de l'esclavage de plus de 10 millions d'Africains entre le 16^{ème} et le 19^{ème} siècle.

Il aura fallu le blocus continental pour que Napoléon cherche un substitut au sucre de canne qui ne pouvait plus arriver dans nos ports. C'est en 1812 que Benjamin Delessert lui permet de mettre en place une stratégie alternative à partir de la betterave. Les investissements réalisés, la production survivra au rétablissement des importations de sucre de canne après Waterloo.

La filière sucre de betterave préfigure des politiques modernes de souveraineté alimentaire. Après la deuxième guerre mondiale, la France met en place un système de quotas qui permet d'ajuster la production aux besoins intérieurs.

Ce système inspirera celui des quotas, adopté par l'UE en 1968. Après la mise en place de la Pac de 1992, le secteur échappe aux aides directes jusqu'en 2006 mais la Commission pousse alors jusqu'à l'absurde la logique de baisse des prix au consommateur. Était-il vraiment utile d'augmenter les dépenses publiques pour baisser le prix à la consommation d'un produit dont on déplore les dégâts sur la santé ? Dix ans plus tard, la Commission persiste et signe en exigeant la suppression des limitations de production que constituaient les quotas.

Face à cette échéance, les planteurs ont obtenu de Bruxelles la possibilité de constituer un trésor de guerre pour affronter les revers inévitables du marché en profitant des cours élevés. Les responsables des coopératives de fabrication la refusent. Ils préfèrent jouer la carte de la compétitivité en augmentant de 20 % les surfaces. L'idée était de faire tourner les usines plus longtemps et de gagner des parts de marchés. Pas de chance ! Les rendements sont excellents en Europe comme en Asie. Les cours s'effondrent. On ferme les usines les moins « rentables » au risque d'éliminer les planteurs situés à plus de 50 km de celles qui restent actives.

Il n'y a pas d'alternative sur des créneaux commerciaux à forte valeur ajoutée. Ce secteur, pourtant bien implanté en Champagne, n'a pas trouvé de différenciation « terroir ». Pour les usines, la terre des betteraves est une « tare » (1) qu'il faut éliminer. Elle aurait pu devenir un argument de vente.

La logique des marchés a ses raisons que la logique de la santé ne connaît pas.

[EN SAVOIR PLUS](#)